

# Des majorités asymétriques? Bruxelles et Wallonie ont déjà fait coalition à part

Si les négociations bruxelloises patinent, il n'est pas impossible que la Wallonie, où la donne est plus simple, avance toute seule. Mais on n'en est pas encore là.

## LE RÉSUMÉ

Rien n'oblige les différents niveaux de pouvoir à afficher les mêmes couleurs politiques.

Evidemment, des majorités différentes dans la capitale et au sud du pays rendraient les choses un brin plus complexes à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Assiste-t-on à un relâchement des liens entre Wallons et Bruxellois? Partiellement.

Mais c'est plus compliqué que cela.

BERNOÛT MATHIEU

C'est l'un des (rares) avantages d'une crise politique, comme celle qu'à déclenchée Benoît Lutgen en coupant brutalement le cordon ombilical qui liait son parti, le cdH, au PS. Tout le monde peut tirer dans tous les sens, cela ne fait pas trop désordre, puisque de toute façon, plus personne n'y voit vraiment clair. On a donc vu Rudi Vervoort (PS) plaider pour la création, à Bruxelles, d'un axe PS-Défi-Ecolo. Dans les colonnes du Soir, le ministre-président bruxellois – en sursis – croyait déceler une «convergence», et tentait pas la même occasion de sauver son poste. Dans la foulée, la rumeur a voulu un instant qu'une coalition MR-cdH était sur le point de se former en Wallonie.

Même si les jeux sont loin d'être faits, la question mérite d'être posée. Pourrait-on voir débarquer une franche asymétrie, avec des coalitions solidement différentes entre les Régions bruxelloise et wallonne? Et avec quelles difficultés? «Cela rajouterait du chaos

au chaos, estime-t-on chez Ecolo. Ce n'est déjà pas évident entre le Fédéral et les Régions. Là, cela rendrait l'équation quasiment insoluble à la Fédération Wallonie-Bruxelles.» Parce que oui, la Fédération est en quelque sorte une émanation de ses composantes. Son Parlement accueille les 75 députés wallons, rejoints par 19 députés bruxellois francophones. Et son gouvernement est la synthèse des majorités en place dans le centre et le sud du pays.

L'idée effraie moins, au MR. «Si on était allergiques à toute asymétrie, on n'aurait guère monté pareil gouvernement fédéral», sourit-on chez les libéraux. Si cela coïncide à Bruxelles, où la donne est nettement plus complexe, le MR pourrait-il envisager d'avancer sur la seule Wallonie? «Pourquoi pas?»

Cela dit, «asymétrie», cela n'a rien d'un gros mot. «Il y en a nettement plus qu'on ne le pense», souligne Pierre Vercauteren, politologue à l'UCL-Mons. Depuis des lustres, au Fédéral, entre les composantes flamande et francophone du gouvernement. Et à l'heure actuelle, DéFI est à bord du gouvernement bruxellois, alors qu'il n'est pas de l'aventure en Wallonie, ni à la Fédération, où PS et cdH sont seuls à bord.

En fait, des asymétries franches, il y en a déjà eu. De 1995 à 1999, une coalition marquant PS et PRL-FDF s'installe à Bruxelles, tandis que la Wallonie garde les couleurs PS-PSC qu'elle arborait déjà. Asymétrie. Et à la Communauté française (le «vrai» nom de la Fédération Wallonie-Bruxelles), c'est ce même tandem rouge-orange qui garde les commandes. Soyons fous! Prenons le scénario décrit auparavant: PS-DéFI-Ecolo à Bruxelles, et MR-cdH en Wallonie. Aucun de ces deux attelages ne devrait suffire pour décrocher la majorité en Fédération et, à moins que MR et cdH n'appellent le PTB à la rescousse – hautement improbable –, ils devront tous deux embarquer un parti présent dans la coalition d'en face. Quel que soit le scénario, ce ne serait donc pas une première.

## Bruxelles «sacrifiée»?

Risque-t-on même d'en croiser plus souvent, à l'avenir, des asymétries? Parce que les liens entre Wallons et Bruxellois auraient tendance à se relâcher au sein des partis? C'est l'une des piques lancées, à l'extérieur du cdH, à Benoît Lutgen. Au moment de débrancher la prise, il avait surtout la situation wallonne en tête, qu'il souhaitait résoudre, quitte à «sacrifier» Bruxelles, dont il ne se soucie pas réel-

lement. Allons, rétorque cette figure humaniste. Lundi, le bureau du cdH était derrière son président, à l'unanimité – ou presque: seule une personne a émis quelques réserves. «Et il y avait là des Bruxellois, et encore, pas forcément les plus tendres à son égard!»

C'est vrai: Benoît Lutgen s'est un peu lancé dans le vide. «Il ne voulait pas apparaître comme quelqu'un qui avait déjà négocié un plan B. Par contre, il n'a ni sous-estimé le danger, ni sacrifié Bruxelles.» Suivez le raisonnement. Déjà, il lui est impossible de faire fi de la capitale, puisque celle-ci détermine en partie la donne des cartes en Fédération Wallonie-Bruxelles. Un niveau de pouvoir qui importe particulièrement au cdH: il rime avec enseignement. «La situation n'est pas évidente pour les Bruxellois. Et si Benoît Lutgen se plante, il devra affronter leur colère. Ajoutez à cela qu'il n'aime vraiment pas les dissonances entre Wallonie et Bruxelles – c'est pour cela qu'il désire le même système d'allocations familiales partout. Alors, si la Wallonie avance tandis que Bruxelles patine, cela va être vraiment compliqué pour lui. Voilà pourquoi il a intérêt à mettre tout son poids dans la bataille, à Bruxelles aussi.»

Un relâchement entre Bruxelles et Wallonie? C'est inhérent à un certain «localisme» qui vit dans les partis, note Pierre Vercauteren. De tout temps. Un phénomène qui croît et décroît au rythme des vagues régionaliste ou communautariste – une sorte de cycle. «Enfin, même si cela ne sera jamais publiquement avoué, les aspirations personnelles peuvent jouer.» Mettre en avant la particularité d'une Région permettrait de se pousser, en se différenciant d'une personnalité issue de l'autre Région. La géographie fédéraliste au service des ambitions, en quelque sorte.

«C'est ardu à fixer dans le temps, mais oui, il semble que l'écart entre Wallons et Bruxellois soit un peu plus marqué», indique Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Il y a moins de mobilité entre Bruxelles et Wallonie; certains tropismes régionaux sont plus affirmés. Je ne parlerais pas de fracture, mais de regard ou de préoccupations qui ne sont pas toujours les mêmes. Il faut dire aussi que les fédérations ont pas mal d'autonomie au sein des partis.»

D'autres facteurs peuvent venir expliquer, voire tempérer, ce constat. Bruxelles-Wallonie n'est pas la seule ligne de démarcation; sur certains dossiers, il faudrait plutôt distinguer les «urbains» des «campagnards». Et puis, il est vrai que la météo actuelle est un tantinet en faveur des ré-

gionalistes, qui désosseraient bien la Fédération au profit des Régions. La 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat est passée par là il y a peu, elle qui a transféré aux Régions un important paquet de compétences. Comment dire? C'est encore dans l'atmosphère, voilà.

**«Benoît Lutgen n'a ni sous-estimé le danger, ni 'sacrifié' Bruxelles.»**

UN MEMBRE  
DU CDH

Thierry Bodson

## «Durobor va fermer parce que Lutgen a cauchemardé?»

**INTERVIEW**  
NATHALIE BAMPIS

Le patron de la FGTB wallonne, Thierry Bodson, a peu dormi ces dernières nuits. Les négociations autour de la reprise de Durobor patinent. La Sogepa est à la manœuvre pour tenter de remettre d'accord le candidat repreneur et les syndicats. Mais depuis que Benoît Lutgen a retiré la prise du gouvernement wallon, combien de temps reste-t-il à l'OIP wallon avant qu'il n'ait plus, en back-office, le ministre de l'Économie, le PS Jean-Claude Marcourt? Alors, Thierry Bodson tempête. «Cela fait deux jours que je ne dors plus pour trouver une solution. Avec tout ça, on ne sait pas de quoi demain sera fait. On va fermer Durobor parce que Lutgen a fait un mauvais rêve, c'est ça?»

Thierry Bodson égrène toutes ses craintes quant à l'avenir qui attend les Wallons. Que ce soit face à la crise qui gèle les dossiers en cours, ou à une arrivée possible du MR aux manettes de la Région.

**Avec le stop du cdH, pas mal de dossiers sont à l'arrêt. Vous craignez pour l'économie wallonne et ses travailleurs?**

Oui. Le cdH a pris une décision rapide, dans la totale improvisation. Or, la vie continue.

Les services sociaux, les crèches, le monde artistique et culturel attendent leurs subsides. Avec cette crise, des emplois qui devaient se créer vont peut-être être reportés de deux ou trois mois, les services vont être plus compliqués à rendre aux citoyens.

**La perspective d'une arrivée du MR en Wallonie, ça vous donne des frissons?**

Nos craintes sont réelles. D'abord, on voit le type de politique qui a été mise en place au Fédéral. L'austérité, le saut d'index, la pension à 67 ans. Chastel promet un copier-coller. Alors oui, cela nous inquiète. Regardez la concertation sociale aussi. En Wallonie, au sein du GPSW, elle fonctionne plutôt bien. Quand on voit ce que ça donne au Fédéral...

**Vous craignez la remise en cause de certaines politiques?**

Oui. On était parvenu à un préaccord dans le secteur non-marchand, trois tranches de financement, 10-20-30 millions pour les trois ans à venir. La réforme de l'alternance aussi est dans le pipeline. Nous laissera-t-on encore avancer sur ces dossiers? Le timing leur permettrait de revenir en arrière. Sauf sur les aides à l'emploi, qui doivent entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet.

**Vous seriez prêts à partir en grève, si la crise se prolonge? Voire si le MR monte?** C'est fort probable. Les raisons du mécontentement risquent de se multiplier, et si en plus on remet en cause l'enveloppe du non-marchand...

**Que le cdH retire la prise sur un problème de gouvernance, vous le comprenez?**

Je pense que c'est surtout un problème de difficulté au sein du cdH. Décider d'un cumul complet de la fonction de bourgmestre et député, cela ne les réjouissait pas.

**Là, vous tenez le discours du PS...**

Il faut être réaliste, à part deux ou trois dossiers (gouvernance, réforme fiscale), certains au sein même du cdH ont reconnu le travail de ce gouvernement PS-cdH. Alors...

**Vous avez un sentiment de gâchis?**

Encore plus fort que quand le Fédéral s'est mis en place, oui. Il y a une absence de respect de la démocratie. Un gouvernement MR-cdH, cela représente-t-il vraiment la sensibilité politique des Wallons? Non.

**Vous en voulez au PS de n'avoir pas agi plus vite sur la gouvernance?**

Je ne rentrerai pas dans ce débat-là.

ÉPINGLÉ  
FRANÇOIS-  
XAVIER  
LEFÈVRE

## Deux congés de maternité et plus rien ne va

Avec 75 députés au Parlement wallon, les calculs sont faciles. Pour être majoritaire au moment du vote des décrets, le prochain gouvernement devra compter sur le soutien de minimum 38 députés.

Le cdH de Benoît Lutgen, qui s'est lancé dans une croisade pour chasser le PS du pouvoir, dispose de 13 députés. Cette «faiblesse» rend les 25 élus libéraux incontournables. La nouvelle co-

alition disposerait ainsi d'une courte majorité de 38 sièges. C'est juste mais suffisant.

Mais en politique, rien n'est jamais simple. Tout calcul a ses revers et ses déflections. Certains élus pourraient être malades le jour du vote d'un texte important. D'autres tentés de jouer l'école buissonnière les jours de grand soleil. D'autres encore devront assurer peut-être des réunions dans leur fief électoral. Et il y a aussi les congés de maternité. La libérale Jacqueline Galant par exemple. L'ancienne ministre fédérale de la Mobilité, de retour voici quelques mois sur les bancs du Parlement wallon, attend un heureux événement ces prochains mois. Idem pour Mathilde

Vandorpe chez les humanistes. Inutile de tourner en rond, ces deux congés de maternité vont complexifier les choses sur le plan de l'organisation, d'autant que le règlement du Parlement ne prévoit pas la montée des suppléants le temps du congé de maternité.

Si, en temps normal, il est toujours possible de s'arranger avec l'opposition en retirant un député de l'opposition au moment d'un vote, le contexte actuel ne devrait pas encourager le PS à faire des cadeaux à la nouvelle majorité. En attendant d'arriver à convaincre Ecolo de monter dans l'attelage et d'arrimer ses 4 députés à l'aventure, MR et cdH cherchent des solutions.

C'est là qu'arrive l'appel téléphonique du cdH Carlo Di Antonio et du MR Jean-Luc Crucke. Comme le révélaient nos confrères de La Libre mercredi, MR et cdH ont contacté le député indépendant André-Pierre Puget. Élu sous la bannière du Parti populaire, il a récemment fondé son propre mouvement «J'existe!». Le but de la manœuvre est évidemment de rallier le député à leur cause pour qu'il joue la roue de secours. Le député indépendant n'a pas dit non. Il réfléchit et pose ses exigences. Il n'est pas dupe. Il espère du coup monnayer sa voix contre éventuellement une alliance pour les prochaines communales à Dinant. Sacrée politique!

# Ecolo s'invite dans le tour des partis

**Les deux présidents des verts vont rencontrer l'ensemble des partis politiques pour discuter de leur feuille de route en matière de gouvernance.**

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

La vie reprend tout doucement son petit bonhomme de chemin à Bruxelles et à Namur. Après le choc de lundi et les noms d'oiseaux, après les explications, après l'ouverture des discussions entre le cdH et ses invités (sauf évidemment le Parti socialiste que Benoît Lutgen, le président du cdH, veut bannir), un semblant de travail a repris dans les exécutifs.

Le gouvernement bruxellois a tenu jeudi une réunion presque ordinaire. On n'ira pas jusqu'à dire comme si de rien n'était mais «l'ordre du jour était fourmi», dit-on dans l'entourage du ministre-président socialiste Rudi Vervoort. «Il ne peut y avoir de vide dans les institutions», assure-t-on.

Chez les Wallons, à Namur, on a assuré le «service minimum». Aucune rencontre entre ministres n'était prévue. Un gouvernement s'est tenu de manière électronique pour acter quelques points urgents et essentiels

comme les arrêtés d'exécution sur le dispositif des aides à l'emploi. La ministre socialiste Eliane Tillieux s'est dite soulagée. «L'inconscience du cdH n'hypothéquera pas l'entrée en vigueur du nouveau dispositif.»

Les partis politiques se sont également accordés pour que le Parlement examine les textes sur l'ajustement budgétaire la semaine prochaine. Mais sans plus. On évoque aussi une séance plénière mercredi.

## Ecolo on tour

À côté de ce semblant d'activités, Benoît Lutgen poursuit ses rencontres en vue de former des gouvernements. En attendant de recevoir le président de DéFI ce samedi, le président Lutgen a rencontré hier à Namur les deux coprésidents d'Ecolo.

Sans être au centre du jeu en Wallonie, Ecolo est très courtisé par le cdH pour former une tripartite disposant d'une assise parlementaire confortable. «La discussion a été franche et sérieuse. Nous avons passé en revue nos propositions en matière de gouvernance.

Nous y voyons la possibilité d'entamer des discussions», analyse Patrick Dupriez.

## Tous les partis

Mais le coprésident insiste pour dire que ces

discussions ne préfigurent en rien la montée d'Ecolo dans un gouvernement.

Les verts entendent par contre peser sur les discussions autour de la gouvernance en invitant les autres partis à analyser leurs propositions. «Nous allons avoir cette discussion sur la gouvernance avec tous les partis, y compris le PS, assure Patrick Dupriez qui l'avoue: Nous voulons profiter du momentum pour imposer nos exigences en matière de gouvernance! Nous rencontrerons tous les partis.»

Invité du journal télévisé de RTL hier soir, Elio Di Rupo s'est exprimé pour la première fois sur l'éviction du PS. Le socialiste voit dans l'annonce du cdH la volonté «d'essayer de faire un gros coup médiatique». Tout en revenant sur les «accidents» chez Publifin ou au Samusocial, le président du PS estime que «le cdH joue un coup de poker. Il remet en cause le travail effectué par le gouvernement.»

**«Nous allons avoir cette discussion sur la gouvernance avec tous les partis, y compris le PS.»**

PATRICK DUPRIEZ

COPRÉSIDENT D'ECOLO

## La dernière séance pour la commission d'enquête Publifin

**Les députés de la commission d'enquête Publifin ont terminé leurs auditions jeudi. Le rapport final sera débattu lors d'une séance plénière le 12 juillet.**

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Crise politique ou pas, les députés de la commission d'enquête Publifin ont repris leurs travaux au Parlement wallon

ce jeudi. «Il est important de poursuivre le travail sur la gouvernance, et singulièrement celui de notre commission, indépendamment de ce qui se passe sur le plan politique», a insisté un socialiste en début de séance.

Pour leur dernière séance publique avant le dépôt de leur rapport définitif le 4 juillet, les commissaires ont fait revenir Pol Heyse, le directeur financier de Nethys. Personnage clé dans la galaxie de l'intercommunale, il a dû s'expliquer sur le système AGM. Fondée par l'administrateur indépendant de Nethys Diego Aquilina, et dans laquelle on retrouve les deux autres administrateurs indépendants Philippe Delaunois et Pierre Meyers (devenu président de Nethys), cette société externe est chargée par Nethys de payer les rémunérations du co-

mité de direction du groupe Publifin. Cela concerne une trentaine de personnes, dont le directeur Stéphane Moreau et Pol Heyse.

Pourquoi une telle pratique? «Pour assurer la discrétion des paiements», a appuyé le directeur financier. Il a par ailleurs défendu l'existence de Finanpart, organe intermédiaire entre Publifin et Nethys, que les commissaires recommandent pourtant de supprimer afin que les actionnaires de Publifin - province et communes - reprennent le contrôle direct de Nethys.

La suite des travaux s'écritra en deux temps. D'ici le 4 juillet, les commissaires vont se réunir à huis clos pour rédiger leur rapport. Il sera défendu lors d'une séance plénière le 12 juillet.

# Olivier Deleuze, l'exemple type de la gouvernance sauce verte

**Dans la commune de Watermael-Boitsfort, le bourgmestre ne cumule pas. Et publie son salaire sur le site communal. Ainsi que celui de ses échevins. Transparence. Un exemple type de ce qu'Ecolo veut mettre en place.**

**NATHALIE BAMPS**

**I**l sourit, Olivier Deleuze. Il est tranquille. Confortable, à la tête de sa petite commune bruxelloise de 24.500 habitants, 12 km<sup>2</sup>, dont 7 km<sup>2</sup> de bois. «*Dans une commune de 5 km<sup>2</sup>, allez, pas besoin de voiture avec chauffeur. Je l'ai bazardée à mon arrivée, la bagnole (lorsqu'il a remplacé Martine Peyfa en 2012). Et le chauffeur? Il travaille dans l'administration, au service expédition.*»

Le bourgmestre de Watermael-Boitsfort est un homme heureux. Cela se lit sur son visage. Pas une trace de stress. C'est que l'Ecolo, il ne cumule pas. Il arrive à 8h00 au bureau, place Gilson. En repart vers 17h-18h. À pied. Sept minutes de marche, huit si ça bouchonne sur les trottoirs. «*Hé, attention, je bosse, hein! J'ai des réunions quasi tous les soirs, et le week-end aussi. C'est déjà un plein-temps.*»

*Et je gagne suffisamment. Alors, pourquoi aller encore grappiller 700 euros ici ou là?»*

Deleuze, c'est l'exemple type qui illustre les principes de gouvernance qu'Ecolo a mis hier sur la table de Benoît Lutgen, autopromulé formateur de nouvelles coalitions régionales et communautaires. L'anti-Mayeur, en somme. «*Je ne cherche pas le profit. D'ailleurs, celui qui veut gagner du pognon, ce n'est pas chez Ecolo qu'il doit s'engager...*»

Ça, c'est dit. Les Verts sont-ils plus blancs que blancs? «*Mais non. Évidemment que non.*»

*On est humains comme les autres. Mais on a des règles. Elles cadent tout. Et si tu ne les respectes pas, on te tire les oreilles: 'Hé, Olivier, tu n'as pas encore fait ton paiement de rétrocession...»*

En cette fin de matinée caniculaire, le bourgmestre de Boisfort a décidé d'ouvrir ses livres de comptes. Toutes les rémunérations, tous les mandats, tout le cadastre des réunions suivies par son collègue d'échevins. Il n'était même pas obligé de nous recevoir. Tout est disponible sur internet. En accès libre. Transparence verte.

Vous voulez savoir combien gagne le bourgmestre? Tout est là. 82.772,54 euros précisément en 2016 (dont 3.607 euros ont été rétrocédés à Ecolo). Des frais de représentation? Néant. «*Pas besoin dans une petite commune. On n'est pas à Bruxelles-Ville, on ne reçoit pas des ambassadeurs. À part payer une pils de temps en temps... Et ça, on peut le faire avec ce qu'on gagne.*»

## Même pas une carte essence?

Les échevins sont mis à la même enseigne. Eux bénéficient d'une carte carburant limitée à 750 euros par an. «*Moi, je gagne presque le double de leur salaire, alors je n'en ai pas besoin.*» Et de toute façon, Deleuze, il se déplace à pied, à vélo, en bus ou en tram. Sauf quand il met le nez hors de Bruxelles. Ce qui ne lui arrive pas souvent, dit-il.

Dans le document, on retrouve aussi toutes les participations de chacun des membres du Collège et des conseillers communaux aux réunions. Date par date. Jeton par jeton. Montant par montant. Les voyages des mandataires (trois en tout en 2016, et rien de très exotique, deux à Limete en RDC, et un à Chantilly, commune jumelée

avec Boisfort). L'inventaire des factures, le détail des réunions du CPAS.

Bon, précisons. Cela ne fait pas des lustres que Watermael-Boitsfort joue la carte de la transparence. C'est l'affaire Publifin qui a déclenché cela. «*Avant, on n'en ressentait pas la nécessité, mais le peuple a le droit de savoir, dit Deleuze. On n'a rien à cacher.*»

Cette bonne gouvernance, l'abandon de la voiture de fonction, ce n'est pas cela qui va réduire la dette des communes. Ni la réduction du nombre d'échevins préconisée par le parti. «*Chez nous, on passerait de 8 à 5, cela ne me pose aucun problème, on peut très bien travailler comme ça, dit Deleuze. Mais l'économie de ces trois salaires ne va pas bouleverser les finances communales non plus...*» Par contre, la bonne gouvernance, la transparence, la présence (et donc le décumul), en termes d'image... «*Le niveau communal, c'est à ce niveau que les gens s'identifient. S'ils se sentent bien dans la commune, écoutés, c'est cela qui permettra de combattre le populisme.*»

Le bourgmestre plein-temps, 100% tourné vers sa commune, ne peut s'empêcher de glisser un mot des effets de sa politique sur la dette de sa commune: en 2012, elle était à 62% du PIB, en 2015 on était descendu à 48%. Quand même. Voilà.

# 82.772,5 €

**Sur le site de la commune de Watermael-Boitsfort, les citoyens peuvent retrouver le rapport annuel sur la transparence des mandats. Et le salaire du bourgmestre... 82.772,5 euros.**